

## CT vendredi 18 juin 2021 - Déclaration liminaire SUD

Bonjour,

Nous avons demandé ce CT supplémentaire pour faire le point sur la situation des précaires et CDD doctorant-es qui constituent presque 20% des salarié-es de l'INRAE. Au même moment le ministère de la Recherche nous affirme sans vergogne que le contrat de projet (CDI de mission/projet) de la LPR est une réponse à la précarité. En entérinant ainsi qu'un besoin permanent n'appellerait plus un poste permanent.

**Nous, syndicalistes, avec le personnel, réclamons un plan massif de titularisation de nos collègues précaires.** Tout le monde s'accorde pour dire que la recherche est maltraitée en France, voir notamment le rapport cosigné par M. Mauguin en septembre 2019 pour la ministre de la Recherche. **Pour les contrats doctoraux nous demandons une revalorisation identique à celle appliquée au CNRS (2135 euros par mois).**

**Lors de la fusion vous aviez promis M. Mauguin, avec M. Michel, de prendre le meilleur de nos deux organismes : mais pour les précaires le mieux-disant IRSTEA n'est hélas pas toujours devenu la norme à l'INRAE.**

D'autre part dans le cadre des mesures qui accompagnent la **sortie du confinement à l'INRAE**, nous demandons l'assouplissement du covoiturage pour le personnel par application du régime général, tout en respectant les précautions (masques, ouverture vitres). Ceci car, au-delà des seules questions sanitaires de la compétence CHSCT, une personne par voiture n'est pas très conforme à une RSE ambitieuse, coûte cher à l'organisme, augmente le risque d'accident, et au final prive des collègues, dont les stagiaires, de la participation aux travaux de terrain. De plus l'instruction des demandes d'autorisation dérogatoire pour le covoiturage prend beaucoup de temps. Pour les cantines INRAE nous demandons également le passage aux tablées, comme dans les restaurants, à une place sur deux occupée (à Lyon et Toulouse c'est déjà le cas).

**Enfin nous nous exprimons ici sur le contexte général de la mise en œuvre de la RSE**, point ajourné lors d'un précédent CT :

Parmi les nombreuses propositions qui ont émergé pour faire de la crise Covid 19 un point de bascule vers des relations enfin équilibrées avec la Terre, il y a celle des gestes barrière de Bruno Latour contre la reprise économique. Comme il nous y invitait, nous avons dressé un inventaire de ce à quoi nous tenons (l'agroécologie, la sobriété dans l'usage des ressources, la coopération, des emplois dignes, une alimentation et un environnement sains, la qualité de la recherche et son désintéressement, le chant des oiseaux et l'épanouissement de la vie...) et ce que, au contraire, nous voulons arrêter (l'agriculture dépendante de l'industrie chimique, le gaspillage, la compétition, la précarité, les aliments ultra-transformés, le chantage à l'excellence, les nuées de drones,...). Cette proposition d'inventaire individuel et collectif est propice à l'appropriation, à toutes les échelles, collective, individuelle ou localisée, des grands enjeux planétaires. Elle invite à une réinvention de notre façon de faire société et donc de « faire recherche ». Avec la nature, et non plus contre elle. Mais surtout, une profonde réinvention des activités humaines est probablement la seule manière à notre disposition pour respecter les accords de Paris de 2015 sur le climat car la décroissance drastique de nos émissions de gaz à effet de serre n'est pas compatible avec une reprise « business as usual » voire à l'augmentation de nos activités économiques.

Cette crise est notre dernière chance de rupture pour reconstruire un monde vivable où la coopération remplacera la compétition, et où le progrès considèrera non plus des « ressources » humaines ou naturelles, mais un équilibre environnemental dont l'être humain dépend et fait partie. Chaque retard, chaque nouvelle occasion manquée nous complique encore un peu plus la tâche et limitera de fait la marge de manœuvre dont nous disposerons pour rendre ce monde vivable et émancipateur pour l'ensemble de l'humanité. La seule voie est l'abandon du dogme de la croissance insensée et sans limite, le développement d'une société d'équilibre économe et autonome, sobre en énergie car recentrée sur l'essentiel, les liens plus que les biens, et riche de créativité et d'imagination. La recherche publique y tiendra un rôle majeur... si elle change.

Et cette fois il ne faudra pas se tromper : l'addition des crises et menaces démontre que pour la recherche, il ne suffit plus d'accompagner l'existant. Au vu des enjeux sociétaux, environnementaux et climatiques, c'est le moment clé à saisir pour une rupture radicale espérée par beaucoup.

Nous avons un potentiel formidable si les moyens de recherche sont réorientés. Si les jeunes rejoignent le service public de recherche c'est pour s'y épanouir en répondant aux pressantes attentes sociétales. Nous espérons sincèrement que la mise en œuvre du plan stratégique INRAE 2030 ne « gâchera pas la crise » : c'est probablement la dernière où il nous reste assez de latitude pour penser sereinement l'action publique et le devenir commun.

Depuis la création de SUD à l'INRA en 2001 nous n'avons eu de cesse de nous intéresser à la question de l'utilité sociale de nos recherches publiques au service de l'intérêt général. En 2008 nous demandions à la DG la mise en œuvre de « l'Etat exemplaire » du Grenelle de l'Environnement. Sans succès. Nous avons perdu 15 ans.

Dans le plan stratégique 2030, identifiant « *des voies de transformation convergentes pour la sécurité alimentaire, le changement climatique, l'environnement et la santé* », la direction de l'INRAE considère que : « *des solutions sont encore possibles pour garantir la vie de la planète, avec une bonne qualité de vie pour*

*les générations futures. [...] Toutefois, pour cela, ils doivent se transformer de façon profonde dans les 10 à 30 prochaines années, grâce à des actions immédiates et à la mise en œuvre de solutions progressives et de trajectoires adaptatives. » Une des interrogations concerne le pas de temps de la transformation profonde, 10 ans ou 30 ans ? Tous les indicateurs que produit la recherche le disent : il nous faut faire vite désormais.*